

08.02.2008 - 11:05 Uhr

Politique de transfert: Les associations environnementales sont-elle d'accord avec la branche des transports étrangère?

(ots) - L'appel des associations environnementales en faveur d'une bourse de transit alpin ainsi que leur menace de référendum sont complètement irréalistes. Seule la branche des transports étrangère a un intérêt à ce que la politique de transfert de la Suisse continue à traîner en longueur avec, pour conséquence, une augmentation supplémentaire du trafic routier de transit, comme cela fut le cas en 2007 déjà. En lieu et place, il conviendrait d'activer enfin la libéralisation du rail.

Avec la menace de forcer, le cas échéant, l'introduction d'une bourse de transit alpin à l'aide d'un référendum, les associations environnementales ont prouvé une fois de plus leur manque de réalisme au niveau de la politique des transports. Il serait maintenant important d'approuver la nouvelle loi sur le transport des marchandises dans la version proposée par le Conseil des Etats et de créer ainsi les nouvelles bases indispensables à une véritable politique de transfert. En effet, seuls les transporteurs étrangers seraient bénéficiaires dans le cas d'un référendum car ils sont les seuls intéressés à ce que la loi actuelle sur le transfert de la route au rail, qui arrive définitivement à terme le 31 décembre 2010, ne soit pas immédiatement remplacée par une ordonnance lui succédant. Le trafic de transit augmenterait alors certainement encore plus que ce fut le cas jusqu'alors.

Des mesures coercitives inutiles

Il faut souligner le fait que les pronostics de l'ASTAG de ces dernières années se sont avérés corrects. Malgré tous les efforts dirigistes appliqués par l'entremise de mesures coercitives étatiques et de subventions atteignant des milliards, il n'a pas été possible de transférer plus de marchandises sur le rail que l'augmentation normale due à la croissance économique. On constate bien au contraire que le trafic routier a enregistré en 2007 une plus grande croissance que le trafic ferroviaire.

Un changement de cap urgent

En ce qui concerne la future politique de transfert appliquée par la Suisse, l'ASTAG exige donc que les fonds publics soient utilisés en priorité pour les projets d'infrastructure (raccordements) - et non plus pour des subventions inutiles aux exploitations. Il faut également pousser la libéralisation du trafic ferroviaire. Il est réjouissant de constater qu'au moins le Conseil des Etats a des doutes sur le concept actuel et qu'il a procédé à des premières corrections importantes dans le projet de loi du transport des marchandises. Même le canton du Tessin n'est désormais plus d'accord d'accepter une bourse de transit alpin et il exige au contraire des réglementations spéciales pour le trafic interne.

Berne, le 8 février 2008

Contact:

Pour de plus amples informations:

ASTAG Association suisse des transports routiers

André Kirchhofer

Weissenbühlweg 3, 3007 Berne

Tél. 031 370 85 21

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001880/100554370> abgerufen werden.